



lundi 7 octobre 2019

Immigration

Macron insulte les classes populaires

Le débat sur l'immigration voulu par Macron s'ouvre lundi à l'Assemblée nationale, mercredi au Sénat. Mais Macron veut surtout qu'on en parle... partout. Haï, Macron a décidé de chasser sur les terres des Le Pen, espérant sans doute se rétablir dans l'opinion populaire. Avant de s'en prendre à nouveau à ces mêmes classes populaires. Il croit peut-être que nous n'avons pas vu qu'il est sourd à nos problèmes dès lors qu'il s'agit de salaires, de retraites, de services publics !

Désintox : « *La France premier pays européen pour les demandeurs d'asile ?* »

Macron et ses scribouilleurs prétendent qu'elle est en passe de le devenir. C'est honteusement mensonger. Quand on compare ce qui est comparable, la France est au 11^e rang européen pour le nombre de demandes d'asile par million d'habitants, et même au 15^e rang par rapport aux richesses produites (PIB). Sur 28. Pas de quoi se vanter !

Macron veut réduire l'Aide médicale d'État

Macron pointe l'Aide médicale d'État (AME) dont on nous serine qu'elle frise le milliard d'euros, que la France est la seule à prévoir un tel dispositif trop « attractif ». Mensonges encore ! La France est le seul pays à avoir osé mettre ce budget à part, comme pour le pointer du doigt ! Ailleurs, on soigne aussi les migrants, mais dans les dispositifs ordinaires, c'est tout. Les soigner relève d'ailleurs non seulement d'un minimum de solidarité humaine, mais c'est indispensable : diminuer l'AME, c'est précipiter les migrants malades aux urgences, ce qui coûterait 50 % plus cher. Et ne pas les soigner, c'est tout simplement prendre un risque sanitaire pour tout le monde : les trois principales causes d'hospitalisation des migrants sont la tuberculose, le SIDA et les accouchements sous césarienne.

Que faudrait-il faire ? Laisser mourir les tuberculeux, les porteurs du VIH ou les mères dont l'accouchement est difficile sous prétexte qu'il s'agit de migrants sans papiers ? Macron dit vouloir agir « avec fermeté et humanité » ! Sa fermeté, on connaît, elle « crève les yeux », comme l'ont scandé les Gilets jaunes. Quant à son humanité, consiste-t-elle à laisser les camps de migrants coincés sur les bretelles du périphérique parisien, par tous les temps,

avec des familles entières vivant dans des conditions d'insalubrité honteuses ?

Oser employer les mots humanisme ou humanité devrait brûler la bouche de Macron et ses sbires !

Calculs crapuleux

Mais Macron n'est pas seulement en quête d'une hausse dans les sondages pour de petits calculs électoraux. Il voudrait avoir les coudées franches pour s'en prendre à toutes les classes populaires avec les réformes qu'il a prévues, à commencer par celle des retraites.

Et aussi durcir les conditions d'immigration parce car il sait très bien que la politique que mènent les grandes puissances comme la France ne peut que jeter sur les routes des masses toujours plus nombreuses de réfugiés : les guerres pour dominer tel marché des matières premières (comme ces terres rares présentes dans les éoliennes, les smartphones, les ordinateurs et les batteries des voitures « écolos » et qui sont concentrées au Congo), le dérèglement climatique provoqué par leurs industriels pollueurs ne peuvent que multiplier les déplacements de populations qui fuient leur région devenu invivable.

Les chefs d'Etat comme Macron veulent que les patrons puissent choisir leurs migrants et que les autres restent cantonnés loin de l'Europe : car les principaux pays d'accueil des migrants ne sont pas en Europe mais en Afrique. Et, quand ils sont parqués dans des camps proches de l'Europe ou en Europe, il s'agit de la Turquie, de la Grèce, de Malte, de Chypre d'où ils ne peuvent sortir du fait des règles dites « de Dublin ».

Si on ne le savait pas, on en a la confirmation : il n'y a pas de grosses différences entre un Macron et une Le Pen, prêts à toutes les bassesses démagogiques.

Les renards qui se font vautours

Un RG fraîchement parachuté sur Saint-Ouen se croit obligé de nous donner des leçons sur la manière de faire le travail que PSA s'apprête à nous voler.

Tous ces ambassadeurs et autres accompagnateurs qui se succèdent sur l'usine peaufinent leur CV, ou arrangent leur fin de carrière, sur notre dos.

Alors qu'ils évitent de nous prendre la tête avec le rendement opérationnel ou leurs « bons conseils » pour l'avenir.

Moins nombreux mais bien énervés

Selon les derniers chiffres communiqués par la direction, nous sommes actuellement 262 salariés toujours présents sur l'usine, et la direction escompte que nous serons 207 en janvier prochain. Mais ce n'est pas parce que nous sommes de moins en moins nombreux que nous ne pouvons pas nous mobiliser, hausser le ton et abîmer la belle vitrine PSA.

Un capitalisme de psychopathe

Les résultats du premier semestre de l'année en cours sont tombés. PSA a réalisé 2 milliards d'euros de bénéfice net, en hausse de 20 %. Mais, pour Carlos Tavarès, qui se décrit lui-même comme un « psychopathe de la productivité », et qui est payé 21000 euros par jour, cela ne suffit pas, il faudrait un 3eme accord de compétitivité.

Le paquebot PSA continue sa course aux profits, assurant la croisière pour ses actionnaires, et la bouée de sauvetage pour les salariés qu'il met par dessus bord. Jusqu'à ce que nous disions collectivement non à sa folie.

A Poissy comme à Saint-Ouen

A Poissy, en vue du passage en une seule équipe début 2020, au Montage, à la Peinture, au Ferrage, la direction veut déplacer des salariés. Tout le monde est visé : ouvriers, moniteurs, professionnels, techniciens, et même RU. Et elle prépare avec force mails, lettres et affiches une grande journée sans production le lundi 14 octobre, pour « chercher un emploi » : préparation de CV, présentation d'une vingtaine d'entreprises... Sauf qu'elle oublie quelque chose : les salariés de Poissy ont déjà un emploi... chez PSA. Tout comme eux de Saint-Ouen !

Un véritable plan de licenciement. Révoltant !

À la fin de la semaine, la direction doit mettre fin à environ 400 contrats d'intérim à Poissy. A Mulhouse également, les intérimaires vont servir de variable d'ajustement.

Prendre des centaines de précaires, s'enrichir avec et les rejeter dans la galère, PSA s'en moque. Tous ces collègues mériteraient de rester pour aider à alléger les charges de travail.

C'est la direction qu'il faut externaliser

A Carrières, la direction a annoncé l'externalisation de 29 salariés travaillant en logistique et au montage moteur. Plusieurs des collègues concernés par le projet d'externalisation de la logistique viennent de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, fermée en 2014. D'Aulnay à la Garenne, de la Garenne à Carrières et maintenant de Carrière à nulle part, voici le trajet que leur propose PSA. Avec un tel historique il est normal de n'accorder aucune confiance aux promesses de la direction. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à venir d'Aulnay-sous-Bois. Côté direction aussi, mais pour ceux-là, les suppressions d'emplois, ça rapporte une promotion.

Incendie de Rouen : laxisme et incurie

L'accident industriel de Lubrizol est le plus important en France depuis celui d'AZF en 2001. Pas de morts... pour l'instant, mais ce n'est qu'à retardement que l'accident de Seveso en Italie en 1976 a fait des victimes.

On découvre aujourd'hui qu'une grosse partie des produits qui ont brûlé étaient stockés dans l'usine voisine, sans qu'on sache quels produits y ont brûlé !

Lubrizol était classée « Seveso seuil haut », mais les sirènes n'ont alerté la population que plus de quatre heures après le début de l'incendie. Les pompiers ont été envoyés sur les lieux sans masque à gaz, tout comme les policiers sécurisant la zone.

Des suies toxiques se sont répandues jusqu'en Belgique, les habitants de l'agglomération sont pris de vomissements, mais les autorités affirment qu'il n'y a pas de danger. Qui peut les croire ? Et ils ont osé renvoyer les enfants dans les écoles !

La priorité des capitalistes, c'est le profit, pas la sécurité. Il est grand temps que les travailleurs des entreprises et la population environnante puissent contrôler ce qui se produit et comment on le produit. En supprimant les « secrets » industriels ou commerciaux qui sont là pour permettre aux patrons d'agir sans contrôle.

Les milliers d'habitants qui ont manifesté mardi 1^{er} octobre pour exiger la transparence ont mille fois raison de se méfier d'un gouvernement avant tout au service des capitalistes.

Venez nombreux à la fête du NPA Île-de-France, le samedi 12 octobre de 14 h à 22 h. Avec Monique Pinçon-Charlot, la blogueuse Emma, Olivier Besancenot et bien d'autres. Salle Olympe de Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11^e.
Prix libre